



Conseil National Professionnel de radiologie et imagerie médicale (G4)

COMMUNIQUE DE PRESSE

Formation des jeunes radiologues : la France prépare-t-elle vraiment la médecine de demain ?

Le 5 août 2026, le ministère de la Santé considèrerait, suite à la décision d'une augmentation de 15 % entre 2025 et 2026 du nombre global de postes d'internes en médecine, que « *La France franchit une nouvelle étape pour préparer la médecine de demain* »

A l'analyse détaillée des effectifs affichés, la question que nous posons est : quelle médecine de demain ?

En effet, pour la radiologie et l'imagerie médicale, le nombre d'internes n'augmentera pratiquement pas en 2026, après des années de stagnation et de baisse : seulement 1,5 % d'augmentation au total, avec finalement un effectif de moins 10 % par rapport à 2015.

Qui n'a pas conscience de la place majeure prise par la radiologie et l'imagerie médicale dans tous les processus de soins, qu'il s'agisse d'actes sur rendez-vous, en urgence, aux heures ouvrables ou en gardes/astreintes pendant la permanence des soins ? Quel médecin, quel patient, n'a pas vu un diagnostic retardé, quelquefois de façon dramatique, une prise en charge inadaptée, un suivi de cancer impossible, en raison de difficultés et de lenteurs d'accès à l'imagerie ? Quel est le futur du dépistage des cancers ? De la prise en charge des AVC ? Du développement de la radiologie interventionnelle, correspondant à de multiples actes thérapeutiques réalisés par des radiologues, guidés par l'image radiologique, tels que destructions tumorales percutanées, revascularisations d'ischémies, cimentoplasties vertébrales, traitement de la douleur qui révolutionnent les traitements, sans les acteurs principaux que sont les radiologues ?

Il est évident qu'il faut augmenter globalement le nombre de médecins formés par les universités en France, mais c'est un non-sens de priver ces médecins et leurs patients des ressources transversales de soins indispensables produites par les radiologues. Quelles raisons peuvent amener à de telles décisions ?

Avec cette austérité démographique médicale radiologique qui continue donc de prévaloir une année de plus, la radiologie va rester le goulot d'étranglement de la prise en charge des patients, annihilant les efforts de l'État pour améliorer l'accès aux soins de la population. Plus de 40 % des postes de radiologues dans les hôpitaux sont vacants. Les cabinets dans les villes de petites et de moyennes tailles, comme maintenant dans les grosses agglomérations et leurs banlieues, ferment faute de successeur. Le maillage territorial disparaît dans la grande majorité des régions.

Cette négligence de l'évolution des prises en soins radiologiques, considérées partout comme des clés essentielles du progrès médical, et du rôle de chacun des acteurs dans ces transformations, va ralentir l'impact des avancées de la radiologie pour les dépistages, les diagnostics, les bilans d'extension, le

suivi des patients traités, et va retarder la mise en œuvre des thérapeutiques mini-invasives permise par la radiologie interventionnelle. Elle va à l'encontre de la politique d'innovation des technologies médicales promue par les programmes « Ma Santé 2030 », renforçant le sentiment d'incohérence de la politique de santé en France. Elle s'inscrit par ailleurs à contre-courant de nombreux pays où les radiologues étaient déjà nombreux, en Europe ou aux USA. Aux Etats-Unis, le nombre d'internes de radiologie a augmenté de 23 % depuis 2010, et de 66 % depuis 2001 [1].

Cette ignorance de ce qu'est la médecine en 2026, et cette incohérence dans les politiques des différents ministères concernant le futur de la santé de la population française, nous dictent impérieusement le présent message d'alarme, émanant de toutes les composantes de notre profession regroupées au sein du Conseil National Professionnel (G4) : société savante (Société Française de Radiologie), syndicats (FNMR - Fédération Nationale des Médecins Radiologues Libéraux et SRH - Syndicat des Radiologues Hospitaliers), et le collège des universitaires (CERF - Collège des Enseignants de Radiologie de France), ainsi que des jeunes radiologues en formation représentés par l'UNIR (Union Nationale des Internes et jeunes Radiologues).

Nos CHU et nos facultés peuvent assumer la formation de 30 % de radiologues nationaux supplémentaires chaque année.

Le CNP de la Radiologie G4 sollicite un rendez-vous avec Madame la ministre de la Santé pour apporter les éléments permettant de corriger ces choix délétères, non seulement à terme mais dès maintenant, pour la santé de tous nos concitoyens.

Pr Louis BOYER,
Président du CNP G4

Dr Eric CHAVIGNY,
Président de la FNMR

Pr Christophe AUBE
Président du CERF

Pr Marie-France BELLIN,
Présidente de la SFR

Dr Thomas MARTINELLI,
Président du SRH

M. David Toubert,
Président de l'UNIR

[1.] Malhotra A, Kandala K, Futela D, et al (2026) The Evolving US Radiologist Pipeline: Trends in Residency Positions, Resident Workforce, and Practicing Radiologists per Unit Population. *Journal of the American College of Radiology* 23:1587–1592. <https://doi.org/10.1016/j.jacr.2026.04.005>



Conseil National Professionnel de radiologie et imagerie médicale (G4)



EN ASSOCIATION AVEC

L'Union Nationale des Internes et jeunes Radiologues

